



**Secrétariat général pour les affaires de Corse.
Plateforme Régionale Achats de Corse.**

Marché de travaux de désamiantage des services et établissements de l'État et des centres hospitaliers de la région Corse.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(C.C.T.P.)

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE

Cet accord-cadre a pour objet de réaliser des travaux de désamiantage **par des entreprises certifiées en sous-section 3** pour les sites et locaux des services de l'Etat et ses établissements et des centres hospitaliers situés en Corse.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger la santé des personnes vis à vis du risque d'exposition à l'amiante.

Il doit donc :

- Procéder au retrait des éléments amiantés suivant les mesures d'hygiène et de sécurité en vigueur ;
- Conditionner et évacuer ces matériaux dans une installation de stockage des déchets agréée conformément à la législation.

Le titulaire est responsable des mesures particulières à prendre en cas de dispersion de fibres d'amiante ou de pollution sur matériaux non amiantés, quelles qu'en soient les raisons. **Ce marché est à obligation de résultat.**

En fin de travaux, l'entreprise devra restituer les zones ayant fait l'objet de travaux en s'assurant de l'absence de contamination aux fibres d'amiante dans l'air et de l'absence de pollution sur l'existant du fait des travaux réalisés. A la fin des travaux de retrait, les analyses environnementales dites de « 1^{ère} restitution » et/ou de « fin de chantier amiante » devront avoir des résultats indiquant des concentrations en fibres d'amiante inférieures à 5 fibres par litre d'air conformément à la législation.

Cet accord-cadre portera aussi bien de petites opérations ponctuelles de retrait de quelques milliers d'euros (retrait d'une canalisation, de carrelage encollé avec de l'amiante...) que de grosses opérations de plusieurs centaines de milliers d'€ dans le cadre de la rénovation d'un bâtiment.

Il s'agit de tous types de bâtiments : principalement des bureaux administratifs, locaux hospitaliers, locaux techniques, logements de fonction, centres pénitenciers...Le marché inclut quelques locaux atypiques tels que bâtiments portuaires (CCI), aérogares (CCI), tours de contrôles (DGAC), phares maritimes (DIRM), laboratoires (Université), blocs opératoires (CH)...

Le marché est composé de 3 lots :

Lot 1 : travaux de désamiantage inférieurs à 80 000 € HT pour les sites de Corse-du-Sud

Lot 2 : travaux de désamiantage inférieurs à 80 000 € HT pour les sites de Haute-Corse

Lot 3 : travaux de désamiantage supérieurs à 80 000 € HT pour la région Corse

ARTICLE 2. LIEUX D'EXECUTION ET QUANTITE ESTIMATIVES DU MARCHE.

2.1 Lieux d'exécution

Les travaux seront effectués en Corse-du-Sud et Haute-Corse dans les sites/bâtiments des services et établissements rattachés. Ces bâtiments (environ 200) sont implantés principalement dans les agglomérations d'Ajaccio, Bastia et Corte (80 % en surface). Les principales autres implantations sont à Porto-Vecchio, Sartène, Calvi et Bonifacio. Certains bâtiments sont implantés en dehors de ces villes (moins de 7 % des surfaces).

Les opérations de désamiantage sont généralement exécutées en site occupé.

Certains sites font l'objet de modalités particulières d'exécution. Il peut s'agir d'interventions :

- A des horaires particuliers en semaine,
- Sur des sites où l'accès à des véhicules est impossible voire interdite,
- Conditionnées par la communication préalable de l'identité de l'intervenant,

- Rendant obligatoire le respect d'un calendrier imposant des dates d'intervention au titulaire
- En mettant en place zones de circulation/accès séparés pour éviter le croisement entre les usagers des locaux et les travailleurs.

2.2 Quantités estimatives du marché

Les travaux sont engagés en fonction des crédits dont disposent les services et l'urgence des travaux à réaliser. Il est donc impossible de déterminer avec précision sa volumétrie.

On constate sur le marché 2021-2025 que pour les petits travaux des lots 1 et 2 il y a eu en moyenne une dizaine d'opérations par an.

On constate sur le marché 2021-2025 que pour les travaux supérieurs à 80 000 € HT du lot 3, il y a eu en moyenne une à deux opérations par an (six en 4 ans).

Ces volumes sont dépendants des projets immobiliers des services rattachés au marché. Sur les 200 bâtiments, on peut estimer que les 2/3 de ces bâtiments sont antérieurs à 1997 et peuvent donc contenir de l'amiante.

ARTICLE 3 – REGLEMENTATION

Tous les travaux concernant le présent lot sont soumis aux prescriptions et spécifications :

- Des normes et règlements de démolitions en vigueur sur le site de l'opération,
- Des agréments et avis délivrés par le C.S.T.B., les compagnies d'assurances,
- Des articles L541-1 à 50 du code l'environnement concernant l'élimination des déchets et la récupération des matériaux,
- Des règlements en vigueur concernant la sécurité sur les chantiers :
 - Protection collective
 - Protection individuelle des travailleurs

Avec, sans que ces listes ne soient exhaustives :

Sécurité du chantier

L'entrepreneur devra se conformer aux articles R4534-1 à 156 du code du travail sur les prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux.

Risques liés à l'amiante

L'entreprise devra prendre soin de respecter les règles et la législation suivantes concernant les risques d'exposition à l'amiante :

- Arrêté du 23 février 2012 modifié définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- Arrêté du 25 juillet 2022 modifié fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant;
- Arrêté du 4 juin 2024 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages,
- Arrêté du 30 mai 2018 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages,
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protections individuelles utilisées lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 8 avril 2013 modifié par l'arrêté du 25 juillet 2022 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protections collectives à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

- Instruction DGT/CT2/2015/238 du 16 octobre 2015 concernant l'application du décret du 29 juin 2015], relatif aux risques d'exposition à l'amiante,
- Décret n° 2022-1748 du 30 décembre 2022 relatif à la plateforme de saisie et de transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulage d'amiante intitulée « DEMAT@MIANTE »,
- Arrêté d'application du 22 décembre 2022 relatif à la plateforme de saisie et de transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulage d'amiante ainsi que des avenants et informations s'y rapportant ainsi que de déclarations aux organismes certificateurs en vue de la programmation d'opérations de surveillance dite DEMAT@MIANTE,
- Note 15-79 du Directeur général du travail en date du 4 mars 2015, qui diffuse version actualisée des deux logigrammes élaborés afin de clarifier la frontière entre la sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) et la sous-section 4 (interventions sur matériaux ou produits amiantés) et faciliter le classement des opérations exposant à l'amiante
- Note DGT du 19 janvier 2017 précise le cadre juridique applicable aux opérations sur matériaux contenant de l'amiante relevant de la sous-section 3, notamment en matière de sous-traitance et de certification,
- Note DGT du 8 décembre 2016 rappelant les conditions d'organisation du chantier test de mesurage des empoussièrément d'amiante,
- Note DGT du 5 décembre 2017, qui présente le cadre juridique applicable aux interventions susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante relevant de la sous-section 4,
- Questions-réponses DGT du 7 mars 2013 relatif au décret du 4 mai 2012.
- Questions-Réponse du 17 juin 2024 relatif à la métrologie de l'air et des matériaux en matière d'amiante
- Articles R4412-94 à 148 du code du travail relatifs aux risques d'exposition à l'amiante,
- Articles L1334-1 à 29 du code de la santé publique relatifs à la lutte contre la présence de plomb et d'amiante,
- Articles D4153-28 et D4154-1 du code du travail relatifs aux travaux dangereux interdits aux jeunes travailleurs et aux salariés non titulaires d'un CDI.
- Usages de la profession, règles de l'art, en tenant compte des connaissances acquises par la profession, notamment le guide INRS ED6367 Amiante : définir le niveau d'empoussièrément d'un processus "sous-section 3"
- Guide de prévention ED 6091 de l'INRS : « Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante » de décembre 2012.Avec, sans que ces listes ne soient exhaustives :

ARTICLE 4. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

Le titulaire devra pour chaque lot qui lui sera attribué exécuter ses ouvrages selon les règles de l'art et les textes en vigueur au jour de la soumission et notamment selon les règles des différents D.T.U. et normes relatifs à chaque environnement.

Le titulaire demeure responsable de son organisation afin que le résultat obtenu réponde aux attendus de chaque responsable de site.

Durant toute la durée du marché, le titulaire est le seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel et de l'usage de son matériel.

Les travaux doivent être exécutés de façon à entraîner le moins de gêne possible pour les usagers. Ces derniers pourront être réalisés avec ou sans occupation par les personnels présents sur le site. Toute gêne prévisible (nuisances sonores, olfactives, coupure de réseau, encombrements...) devra faire l'objet d'une information auprès du responsable de site au moins 48 heures avant le démarrage des travaux ou des prestations.

Le titulaire doit se conformer aux dispositions du code du travail et à la législation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité.

Il s'engage à employer en nombre suffisant, du personnel majeur, en CDI qualifié en possession d'une attestation de formation à jour et connaissant parfaitement l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

Tous les 12 mois, le titulaire transmettra à la PFRA (préfecture qui pilote cet accord-cadre) une synthèse des opérations réalisées.

Le titulaire prendra toutes dispositions utiles pour maintenir les lieux dans le même état de propreté qu'avant ses interventions.

Il devra entre autres limiter les poussières et assurer une évacuation des déchets et gravats éventuels.

De façon commune à tous les lots, le titulaire devra disposer de tout le matériel nécessaire.

Durant la période de préparation du chantier, les réunions de chantier se dérouleront tous les quinze jours. La présence du titulaire est indispensable.

En cas de groupement, le mandataire sera l'interlocuteur unique des représentants du GPMM, il assurera la coordination des interventions des différents membres du groupement.

Au cours de la période de travaux, la récurrence des réunions sera hebdomadaire. La présence du titulaire sera indispensable.

ARTICLE 5 – DELAIS DE REALISATION

5.1 Délai de préparation de chantier

5 semaines à compter de la date de réception de la commande par le titulaire avec :

- Une visite sur le site des futurs travaux avant la rédaction du plan de retrait ;
- Rédaction du plan de retrait : 1 semaine à compter de la date de réception de la notification par le titulaire ;
- Transmission du plan de retrait d'amiante à l'inspection du travail, CARSAT et OPPBTP via la plateforme officielle Demat@miente 1 mois avant le démarrage des travaux à compter de la réception du plan de retrait ;
- Démarrage Installation de chantier : 1 mois après transmission du plan de retrait aux organismes de prévention et l'inspection du travail.

En sous-section 4, ce délai est ramené à une semaine, le temps de rédaction du mode opératoire.

5.2 Délai de réalisation

Pour les lots 1 et 2, les délais de réalisation des travaux seront de 30 jours calendaires maximum à compter de l'ordre de service de démarrage du chantier, délais de mise en place et de de repliement compris.

Pour le lot 3, ces délais seront indiqués dans la lettre de consultation du marché subséquent et l'offre des candidats.

ARTICLE 6 – PLAN DE RETRAIT DE L'AMIANTE ET AUTRES DOCUMENTS A PRODUIRE

6.1 Plan de retrait (sous-section 3)

Le rapport de repérage amiante avant travaux pour la recherche de matériaux contenant de l'amiante (MCA) respectant la norme NFX 46-020 (août 2017) adapté à la nature de l'opération et à son périmètre, selon le programme de travaux, sera annexé à la commande de travaux de désamiantage, il comporte notamment :

- La nature des ouvrages ;
- La description des locaux ;
- Le programme détaillé des travaux ;
- Les coordonnées de tous les intervenants dans la recherche de MCA ;
- La méthodologie et le calendrier de déroulement de la recherche de MCA ;
- Une cartographie précise et détaillée de la totalité des locaux, avec indication de la localisation des MCA ;

Les investigations complémentaires restant à réaliser si certaines parties ne sont pas techniquement accessibles avant engagement des travaux projetés ;

- La mention d'un pré-rapport si différentes parties du périmètre des travaux n'ont pas été visitées, et pour lesquels il y a lieu de compléter le repérage en détaillant les investigations restant à réaliser.

C'est notamment à partir de ce document et la visite préalable du site que le titulaire pourra établir un plan de retrait.

Contenu du plan de retrait

Le titulaire devra l'établissement d'un plan de retrait Art. R. 4412-133 du code du travail, décrivant notamment :

- La localisation de la zone à traiter ;
- Les quantités d'amiante manipulées ;
- Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés ;
- La date de commencement et la durée probable des travaux ;
- Le nombre de travailleurs impliqués ;
- Le descriptif du ou des processus mis en œuvre ;
- Le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre ;
- Les modalités des contrôles d'empoussièrement définis aux articles R. 4412-126 à R. 4412-128, du code du travail ;
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets ;
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets ;
- Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119, du code du travail ;
- Les dossiers techniques prévus aux articles R. 1334-29-4 à R. 1334-29-6 du code de la santé publique et à l'article R. 111-45 du code de la construction et de l'habitation ou, le cas échéant, le rapport de repérage de l'amiante prévu à l'article R. 4412-97-5 du code du travail ;
- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39, du code du travail ;
- Un bilan aéraulique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air ;
- La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation ;
- Dans le cas d'une démolition, les modalités de retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant ou les justifications de l'absence de retrait conformément à l'article R. 4412-135, du Code du Travail ;

Délais

La visite du site par l'entreprise est obligatoire avant de fournir son offre financière.

Le titulaire devra établir le plan de retrait dans un délai d'une semaine à compter de la date de réception de la commande avec le RAT annexé. Il devra lors de cette semaine visiter le site.

Modalité de transmission du plan de retrait

Le titulaire devra fournir la copie du plan de retrait tel que défini dans les articles R4412-133 à 138-3 du code du Travail aux maîtres d'œuvre et d'ouvrage. Il sera alors instruit par ces derniers puis adressé aux autorités compétentes via la plateforme DEMAT@MIANTE (Inspection du travail, CARSAT et OPPBTP).

Les autorités compétentes auront un délai d'un mois pour adresser des observations avant le démarrage des travaux.

La modification du marché de travaux ou des processus de la stratégie d'échantillonnage, de la date de démarrage ou du plan d'installation des zones de chantier entraîne une modification du plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation par le biais d'un avenant également établi et transmis au moyen de la plateforme DEMAT@MIANTE. Toutes les autres évolutions du contenu de ce plan donnent lieu à une information établie et transmise au

moyen de cette plateforme, dans les conditions de l'article R. 4412-138 du code du travail.

Le plan de retrait est tenu à disposition sur le site de l'opération, sur tout support adapté.

6.2 Mode opératoire (sous-section 4)

Contenu

Pour les opérations réalisées en sous-section 4, le titulaire devra rédiger un mode opératoire à la place du plan de retrait. La structure d'un mode opératoire est prévue par la réglementation, et doit répondre aux neuf points suivants :

1. la nature de l'intervention ;
2. les matériaux concernés ;
3. la fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ;
4. le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;
5. les notices de poste prévues ;
6. les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celle des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;
7. les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
8. les procédures de gestion des déchets ;
9. les durées et le temps de travail déterminés.

Si la durée de l'intervention est supérieure à 5 jour, le mode opératoire devra en plus indiquer :

10. le lieu, la date de commencement et la durée probable de l'intervention,
11. la localisation de la zone à traiter, la description de l'environnement de travail du lieu de l'intervention,
12. les dossiers techniques (notamment le rapport de repérage amiante avant travaux)
13. la liste des travailleurs, les dates de visite médicale et précise, le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affecté au chantier et dates de validité de leur formation.

Modalité de transmission du mode opératoire

Le mode opératoire est transmis :

- aux inspecteurs du travail compétents sur le secteur du siège de l'entreprise et sur le secteur du lieu de l'intervention,
- à la Carsat (Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail) dont dépend l'entreprise et à celle dont dépend le lieu de l'intervention,
- à l'OPPBT, pour information,
- à l'ensemble des organismes de contrôle pour toute opération supérieure à 5 jours.

Il sera adressé aux autorités compétentes.

Délais

Le titulaire devra établir le mode opératoire dans un délai d'une semaine à compter de la date de réception de la commande.

6.3 Autres documents à produire avant le démarrage des travaux

Sous peine d'application des pénalités de retard définies dans le CCAP, le titulaire doit fournir à compter du démarrage de la période de préparation et avant le démarrage des travaux, à l'approbation préalable du maître d'œuvre

- Son PPSPS ;
- Les documents d'exécution ;
- Le cas échéant, son mode opératoire pour ses interventions à proximité des matériaux amiantés et susceptibles de libérer des fibres d'amiante (exemple : curage avant désamiantage...) ;
- Son analyse des risques au regard des travaux à exécuter, permettant la définition des modes d'intervention et des protections (collectives et individuelles) à adopter ;
- La note technique précisant les matériels, les dispositifs de protection des avoisinants et méthodes utilisées ;
- Le calendrier détaillé d'exécution ;
- Le plan détaillé de l'organisation de chantier (plan des installations de chantier, de circulation)
- Les plans d'exécution, notes de calculs, études de détails ;
- La maquette du panneau de chantier complétée pour validation définitive ;
- Le comparatif DT/DICT avec le tableau de synthèse et repérage/marquage sur site ;
- La liste précise des personnels intervenant sur le chantier avec leur habilitation médicale, compétences et certificats CACES, AIPR, ...
- La liste et certificats de conformité et derniers rapports de vérification périodique des principaux matériels techniques employés sur le chantier (pelles, grues, nacelles...) ;
- Son SOGED, l'ensemble des renseignements relatifs à la gestion des déchets (certificat d'acceptation préalable, modalités de traçabilité, méthodes de tri, localisation et nature des stockages provisoires, entreprise de transport sous-traitant, agréments pour le transport routier des matières dangereuses, installations de stockage envisagées...).
- Les notifications de déclaration de travaux à l'inspection du travail, à la CARSAT à l'OPPBTP et l'avis du médecin du travail.

Le plan de retrait ou le mode opératoire doivent être annexé au document unique d'évaluation des risques du titulaire.

ARTICLE 7 – MESURES D'EMPOUSSIEREMENT

7.1 Valeur Limite d'exposition professionnelle

Conformément à l'article R4412-100 du code du travail, la valeur limite d'exposition professionnelle ne doit pas dépasser 10 fibres par litre d'air (10 F/L).

7.2 Condition de restitution du chantier

En fin de travaux et conformément à l'art. R4412-140 du code du travail, l'entreprise devra restituer les zones ayant fait l'objet de travaux en s'assurant de l'absence de dispersion de fibres d'amiante dans l'air et de l'absence de pollution sur matériaux du fait des travaux réalisés. **L'assainissement final de l'air ambiant devra permettre d'atteindre un taux d'empoissièrement en fibres d'amiante inférieur à 5 fibres par litre d'air.**

7.3 Estimation du niveau d'empoissièrement des processus mis en œuvre

Conformément à l'article R4412-98 du code du travail, le titulaire estime le niveau d'empoissièrement correspondant à chacun des processus de travail et les classes selon les trois niveaux suivants :

- Premier niveau : Empoissièrement dont la valeur est inférieure à 100 F/L ;
- Deuxième niveau : Empoissièrement dont la valeur est supérieure ou égale à 100 F/L et inférieure à 6 000 F/L ;
- Troisième niveau : Empoissièrement dont la valeur est supérieure ou égale à 6 000 F/L et inférieure à 25 000 F/L ;

Pour ce faire, il met en œuvre un programme de mesure des niveaux d'empoissièrement générés par ses processus qui comprend deux phases :

- Une phase d'évaluation du niveau d'empoissièrement faite sur le chantier test ;
- Une phase de validation de cette évaluation par un contrôle périodique réalisé sur au moins trois chantiers par processus sur douze mois.

Si le titulaire est dans l'incapacité de valider son évaluation en raison d'un nombre insuffisant de chantiers par processus, l'absence de validation est dûment justifiée dans le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage.

NOTA : Le titulaire devra indiquer à la maîtrise d'œuvre les jours de réalisation des prélèvements sur opérateurs pour l'évaluation des processus mis en œuvre.

7.4 Respect du seuil d'empoussièrement fixé dans le code de la santé publique

Conformément à l'article R4412-124, du Code du Travail : le dépassement du seuil d'empoussièrement fixé par l'article R. 1334-29-3 du code de la santé publique dans les bâtiments, les équipements, les installations ou les structures dans lesquels ou dans l'environnement desquels l'opération est réalisée entraîne sans délai l'arrêt des opérations et la mise en place des mesures correctrices et préventives permettant le respect de ce seuil.

Le titulaire informera sans délai le donneur d'ordre, le préfet compétent à raison du lieu du chantier, du dépassement, de ses causes et des mesures prises pour y remédier.

7.5 Protection des environnants

Conformément aux articles R4412-108 et 109 du code du travail, toutes les mesures de protections collectives nécessaires afin d'éviter la dispersion de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail, devront être mises en œuvre.

Le titulaire devra mettre en œuvre les protections nécessaires pour tous les ouvrages riverains et les éléments existants intérieurs et mitoyens destinés à être conservés.

7.6 Mesure d'empoussièrement / Etat initial

Le code du travail prévoit que « préalablement aux travaux, l'entreprise procède au contrôle de l'état initial de l'empoussièrement de l'air en fibres d'amiante conformément aux dispositions de l'article R. 1334-25 du code de la santé publique. Cette mesure ne concerne que les opérations relevant de la sous-section 3.

La mesure dite « d'état initial », appelée communément point zéro, à l'intérieur des immeubles bâtis a pour objectif, selon le fascicule de documentation FD X46-033 (2023), annexe A, de déterminer la concentration en fibres d'amiante dans l'emprise du chantier et dans les locaux périphériques à la zone de chantier dans lesquels il est prévu de réaliser des mesures environnementales ou des mesures de fin de chantier.

Cette concentration de référence est obtenue par un prélèvement réalisé au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux, pendant une durée minimale de 24h. Il s'agit donc d'une donnée d'entrée à l'analyse de risques pour évaluer le niveau de contamination du site et pour déterminer les MPC et EPI nécessaires lors de phases préparatoires.

Consignation des résultats dans le compte-rendu de chantier

7.7 Suivi empoussièrement pendant toute la durée du chantier

Afin de s'assurer de l'absence de dispersion de fibres d'amiante dans l'environnement du chantier et des locaux adjacents, l'article R. 4412-128 prévoit la réalisation de quatre catégories de mesures en cours de chantier (ne concerne que les opérations relevant de la sous-section 3) :

- Mesure du vestiaire d'approche du sas personnel (Fascicule FD X46-033 – 2023, annexe A)) : cette mesure a pour objectif de déterminer la concentration en fibres d'amiante en suspension dans l'air du vestiaire d'approche afin de s'assurer que le travailleur n'est pas exposé à l'inhalation de fibres d'amiante lorsqu'il ne porte pas sa protection respiratoire.. Elle permettra de vérifier que les opérateurs respectent les procédures de sortie de la zone contaminée

notamment la procédure de décontamination des appareils de protection respiratoire ; l'aéraulique du sas fonctionne efficacement ; l'air introduit dans le vestiaire d'approche n'est pas à l'origine de la pollution. notamment le respect par les opérateurs des procédures de sortie de la zone contaminée, le fonctionnement normal de l'aéraulique du sas, la qualité de l'air introduite dans la zone d'approche.

- Mesure de zone de récupération (FD X46-033 – 2023) : cette mesure a également pour objectif de déterminer la concentration en fibres d'amiante en suspension dans l'air de la zone de récupération afin de s'assurer que le travailleur n'est pas exposé à l'inhalation de fibres d'amiante lorsqu'il ne porte pas sa protection respiratoire..

- Mesure en des points du bâtiment maintenus occupés ou en activité, hors zone d'intervention de l'entreprise de désamiantage (Fascicule FD X46-033 – 2023) : cette mesure a pour objectif de déterminer la concentration en fibres d'amiante en suspension dans l'air des zones extérieures à la zone de chantier, notamment celles maintenues en activité ou occupées où peuvent être des tiers externes, afin de s'assurer que ces zones ne sont pas polluées par l'activité en cours ; les mesures de protection collective mises en oeuvre pour la réalisation des opérations sont efficaces ; le cas échéant les occupants de ces zones ne sont pas exposés pendant les opérations.

- Mesure en zone de rejets d'extracteurs Fascicule FD X46-033 - 2023) : cette mesure a pour objectif de déterminer la concentration en fibres d'amiante en suspension dans l'air dans la zone de rejet d'un extracteur ou d'un groupe d'extracteurs (accolés les uns aux autres) issue de la zone de travail..

Dans tous les cas, les mesures environnementales en cours de chantier doivent être réalisées et ont pour objet de s'assurer de la maîtrise des travaux et de l'absence de pollution.

Nombre prévu : **au moins** deux mesures par semaine (une le mardi, une le jeudi) dans la zone confinée et pendant les journées de travail.

Consignation des résultats dans le compte-rendu de chantier

Le CSPS devra être informé des résultats de chaque mesure d'empoussièrement en cours d'exécution du chantier.

7.8 Mesures empoussièrement de restitution et de fin de chantier

La mesure d'empoussièrement prévue au 3° de l'article R. 4412-140 a pour objectif de s'assurer avant la restitution des locaux et l'enlèvement du confinement, de l'absence de pollution du fait des travaux réalisés. Cette mesure est appelée communément « mesure de première restitution » ou « libératoire » au sens du fascicule FD X46-033 - 2023. Cette mesure permet le retrait des moyens de protection collective (ex : enlèvement des moyens d'isolement, du calfeutrement, arrêt des extracteurs...).

A la fin des travaux et après le repli des installations, la mesure de « fin de chantier amiante » permet de vérifier l'absence de contamination et les interventions futures.

Consignation des résultats dans le compte-rendu de chantier.

7.9 Analyse libératoire d'empoussièrement de fin de chantier en sous-section 4

Même lorsque la réglementation ne le prévoit pas, pour les travaux réalisés en sous-section 4, le titulaire devra faire procéder en fin de chantier à une analyse libératoire d'empoussièrement par un laboratoire indépendant.

7.10 Indépendance du laboratoire assurant les analyses d'empoussièrement

Le laboratoire assurant les analyses d'empoussièrement devra être une structure totalement indépendante du titulaire du marché = ce laboratoire ne devra pas être détenu directement ou indirectement par le titulaire du marché, ceci y compris par des participations croisées.

Le défaut d'indépendance du laboratoire par rapport au titulaire pourra entraîner la résiliation aux frais et risques du marché, sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 8 –MISE EN PLACE DES MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE SPECIFIQUE AMIANTE

Conformément à l'article R4412-112 du code du travail, le titulaire prendra toutes mesures appropriées pour que la zone dédiée à l'opération soit signalée et inaccessible à des personnes autres que celles qui, en raison de leur travail ou de leur fonction, sont amenées à y pénétrer.

Cette signalétique mentionne notamment le niveau d'empoussièrement estimé des processus mis en œuvre et les équipements de protection individuelle obligatoires.

Conformément au 2° de l'article R4412-108, 3° de l'article R.4412-96 du code du travail et l'arrêté du 8 avril 2013, cette phase comprend la mise en place de dispositifs de protection collective nécessaires à la protection des surfaces et de l'environnement et de décontamination appropriée des salariés en fonction du niveau d'empoussièrement attendu soit :

- Dispositif de protection collective de niveau 1

Protection des surfaces :

- Protection résistante et étanche des surfaces et équipements non décontaminables par film de propreté ;

Installation de décontamination des salariés (spécifique SS3) :

- Zone de pré-décontamination : aspiration, mouillage par aspersion de la combinaison
- Douche d'hygiène
- Eclairage des installations + vestiaire d'approche + zone de récupération
- Ventilation de l'installation par un balayage d'air non pollué

Installation de décontamination des déchets (spécifique SS3) :

- Adaptée à la nature des travaux

- Dispositif de protection collective de niveau 2

Protection des surfaces et confinement :

- Isolement de la zone de travail par séparation physique étanche à l'air et à l'eau
- Calfeutrement de la zone de travail (neutralisation, obturation des dispositifs de ventilation, etc.)
- Si séparation physique non décontaminable : protection par 1 film de propreté
- Eléments non décontaminables dans la zone des travaux : film de propreté
- Fenêtre de visualisation dans le confinement de la zone de travail sauf impossibilité
- Création d'un flux d'air neuf et permanent de l'extérieur vers l'intérieur de la zone de travail
- Extracteurs THE, avec rejet de l'air vers milieu extérieur + extracteurs de secours (installation électrique secourue)
- Renouvellement homogène de l'air : au minimum 6 volumes/h
- Dépression non inférieure à - 10 Pa en fonctionnement normal + contrôleur de dépression

Installation de décontamination des salariés (spécifique SS3) :

- Au moins 3 compartiments dont 2 douches (taux de renouvellement : 2xVolume douche/min)
- Eclairage et chauffage des installations + vestiaire d'approche + zone de récupération
- Ventilation de l'installation par un balayage d'air non pollué
- Installation distincte de l'installation de décontamination des déchets sauf impossibilité

Installation de décontamination des déchets (spécifique SS3) :

- Eclairée, compartimentée pour assurer la douche de décontamination, le conditionnement et le transfert, vitesse d'air de 0,5m/s sur toute la section

- Dispositif de protection collective de niveau 3

Protection des surfaces et confinement

- Isolement de la zone de travail par séparation physique étanche à l'air et à l'eau :

- Calfeutrement de la zone de travail (neutralisation, obturation des dispositifs de ventilation, etc.)
- Si séparation physique décontaminable : 1 film de propreté ; si séparation physique non décontaminable : 2 films de propreté
- Eléments non décontaminables dans la zone : film de propreté
- Fenêtre de visualisation dans le confinement de la zone de travail sauf impossibilité
- Création d'un flux d'air neuf et permanent de l'extérieur vers l'intérieur de la zone de travail
- Extracteurs THE, avec rejet de l'air vers milieu extérieur + extracteurs de secours (installation électrique secourue)
- Renouvellement homogène de l'air : au minimum 10 volumes/h
- Dépression non inférieure 10 Pa en fonctionnement normal + contrôleur de dépression

Installation de décontamination des salariés (spécifique SS3)

- Au moins 3 compartiments dont 2 douches (taux de renouvellement : 2 x volume douche/min) :
- Eclairage et chauffage des installations + vestiaire d'approche + zone de récupération
- Ventilation de l'installation par un balayage d'air non pollué
- Installation distincte de l'installation de décontamination des déchets sauf impossibilité

Installation de décontamination des déchets (spécifique SS3)

Eclairée, compartimentée, vitesse d'air de 0,5m/s sur toute la section

Pour des opérations dont le niveau d'empoussièrement est situé au-delà de 3 300 f/L, il sera obligatoire d'augmenter le taux de renouvellement de l'air de la zone de travail (de 6 à 15 pour les niveaux situés entre 3 300 et 6 000 f/L et de 10 à 20 fois le volume par heure de la zone traitée pour les niveaux situés entre 6 000 et 10 000 f/L), dans les limites liées à la configuration de la zone de travail, de manière à assainir l'air de la zone plus efficacement et à réduire le niveau d'empoussièrement.

- Dispositif de protection pour les opérations réalisées en extérieur

Pour les travaux se situant en extérieur et en sous-section 3, en fonction de l'évaluation des risques du titulaire, mettra en place des moyens de prévention adaptés permettant :

- d'éviter la dispersion de fibres d'amiante à l'extérieur de la zone de travail
- d'assurer un niveau de protection des travailleurs équivalent à celui prévu pour le milieu intérieur

Il pourra selon le processus mis en œuvre, notamment :

- Mettre en place un accès unique à la zone de chantier permettant les entrées et sorties des opérateurs par les installations de décontamination ;
- Mettre en place une protection des parties non décontaminables des zones de retrait : Couverture par film polyane 200 µm ou équivalent de toutes les parois non concernées par le désamiantage ;
- Mettre en place un portique d'arrosage pour décontaminer les outils et engins utiles au désamiantage ;
- Mettre en place un SAS déchets.

- Contrôleur de dépression

Pour les dispositifs de niveau 2 et 3, le niveau de dépression en zone sera contrôlé en continu par un contrôleur de dépression avec bande enregistreuse. Une alarme basse permettra d'alerter le titulaire en cas de baisse de la dépression < 10 Pa. Le contrôleur de dépression sera relié à un transmetteur téléphonique permettant d'alerter l'entreprise pendant les heures de non-présence sur le chantier en cas de baisse de la dépression.

- filtres

Les extracteurs d'air seront obligatoirement équipés d'une double filtration absolue. L'ensemble caisson/filtre devra posséder une efficacité de 99,997 % sur des particules d'un diamètre aérodynamique moyen de 0,3 µm.

Les aspirateurs, les ventilateurs et les équipements de traitement de l'eau de rejet seront équipés :

- sur l'air, au moyen de filtres permettant d'assurer une efficacité > 99,99 % pour les particules d'un diamètre aérodynamique moyen de 0,3 µm ;
- sur l'eau, au moyen de filtres permettant d'assurer une efficacité > 99,99 % pour les particules d'un diamètre aérodynamique moyen de 0,5 µm ;

- chambre de décontamination

Installation de décontamination

L'installation de décontamination du personnel entrant en zone est le seul moyen d'accès et de sortie d'une zone de retrait amiante. Elle fait l'objet d'un nettoyage fin après la sortie du dernier intervenant de chaque équipe de travail.

Chaque douche de l'installation de décontamination sera équipée d'un système de filtration indépendant.

L'installation de décontamination est maintenue fermée à clé en dehors des heures de présence chantier.

- films plastique doublé au sol

Pour les chantiers nécessitant lors du désamiantage le recours à des engins type nacelle et/ou chariot élévateur, la protection du sol devra être rendu suffisamment épaisse afin que la circulation des engins de chantier de type nacelle et chariot élévateur ne provoque pas de percement. L'utilisation de film plastique sera par conséquent doublée d'un feutre géotextile anti-poinçonnement de type Bidim, assurant ainsi une parfaite étanchéité du système de protection du sol.

ARTICLE 9– EQUIPEMENT DU PERSONNEL ET DETERMINATION DES VACATIONS

9.1 Equipement du personnel

Conformément à l'article Art. R. 4412-110 du code du travail, le titulaire met à disposition des travailleurs des équipements de protection individuelle adaptés aux opérations à réaliser, selon les niveaux d'empoussièrement attendus.

Empoussièrement de premier niveau :

- Vêtements de protection à usage unique avec capuche de type 5 aux coutures recouvertes ou soudées, fermés au cou, aux chevilles et aux poignets ;
- Gants étanches aux particules compatibles avec l'activité exercée ;
- Chaussures, bottes décontaminables ou sur-chaussures à usage unique ;

En fonction de l'évaluation des risques réalisée par l'employeur, il mettra à disposition de ses salariés des appareils de protection respiratoire adaptés selon les niveaux d'empoussièrement des processus et phases opérationnelles mis en œuvre et permettant de respecter la VLEP à 10 F/L :

Niveau d'empoussièrément		EPI prescrits dans l'arrêté du 7.03.2013						
		FFP3	Demi-masque ou masque complet avec filtre P3	TM2P VA demi-masque	TH3P VA cagoule ou casque	TM3P Ventilation assistée avec masque complet	Adduction d'Air (AA)	Tenue étanche ventilée
Niveau 1	0 à < 100 f/L	Adapté mais limité à 15 min/jour et à la SS4	Adapté	Adapté	Adapté	Adapté	Non prescrit	
Niveau 2	= 100 à < 800 f/L	Interdit			Adapté	Adapté	Non prescrit	
	= 800 à < 2 400 f/L	Interdit			Adapté sous condition de réduire la durée d'exposition par jour (max de 2 400 f/L pour 2h/jour)	Adapté		
	= 2 400 à < 3 300 f/L	Interdit			Non adapté	Adapté sous condition de réduire la durée d'exposition par jour (max de 6 000 f/L pour 3h/jour)		
	= 3 300 à <6 000 f/L	Interdit						Adapté*
Niveau 3	= 6 000 à < 10 000 f/L	Interdit			Interdit	Adapté sous condition de réduire la durée d'exposition par jour (max de 10 000 f/L pour 2h/jour)	Adapté	
	= 10 000 à < 25 000 f/L	Interdit			Interdit	Non adapté	Adapté	

* Par application des dispositions de l'article R. 4412-110 du CT et de l'article 3 de l'arrêté du 7 mars 2013 fixant les prescriptions minimales en matière d'équipements de protection individuelle par niveau d'empoussièrément, l'employeur qui, après évaluation des risques, n'adapte pas la durée du travail de ses salariés au regard des empoussièrément compris entre 3 300 et 6 000 f/L, met à disposition des travailleurs la tenue étanche ventilée pour garantir le respect de la VLEP à 10 f/L.

Le titulaire mettra à disposition les protections individuelles appropriées et veillera à ce qu'elles soient effectivement et correctement utilisées.

Toute personne de l'entreprise ne portant pas les protections requises sur le chantier sera immédiatement exclue du chantier.

Les procédures de décontamination réglementaires seront scrupuleusement respectées à la fin de chaque vacation.

Le titulaire devra faire respecter les règles d'hygiène afin d'éviter l'inhalation ou l'ingestion de poussières contaminées.

Le titulaire est tenu d'informer les salariés. Il leur sera remis une notice de poste écrite par processus et phase opérationnelle mis en œuvre informant des dangers, des moyens de prévention, des méthodes de travail offrant la meilleure garantie de sécurité et d'hygiène et de l'obligation d'une surveillance médicale renforcée.

Un certificat de non-contre-indication au port des équipements de protection individuelle pour tout travailleur intervenant en zone sera disponible sur le chantier.

9.2 Vacations

Conformément aux articles Art. R. 4412-118 et 119 du code du travail, le titulaire détermine en tenant compte des conditions de travail, notamment en termes de contraintes thermiques ou hygrométriques, de postures et d'efforts :

- La durée de chaque vacation ;
- Le nombre de vacations quotidiennes ;
- Le temps nécessaire aux opérations d'habillage, de déshabillage et de décontamination des travailleurs au sein des installations prévues à cet effet ;
- Le temps de pause après chaque vacation, qui s'ajoute au temps de pause prévu à l'article L. 3121-16 et 17 du code du travail.

La durée maximale d'une vacation n'excède pas deux heures trente.

La durée maximale quotidienne des vacations n'excède pas six heures et comprend le port du masque de sa mise en place à son enlèvement en fin de vacation.

ARTICLE 10 – TRAVAUX PREALABLES AU DEBUT DES TRAVAUX DE RETRAIT

Des travaux préliminaires peuvent être réalisés préalablement à l'intervention de traitement des MCA. Ils peuvent consister par exemple à déménager du mobilier, démonter des équipements des locaux à traiter, monter des échafaudages, consigner des réseaux ou des installations électriques. Les équipements de protection collective ou individuelle spécifiques au risque amiante seront déterminés après évaluation préalable.

Si l'évaluation des risques identifie un risque amiante pour les intervenants, le titulaire doit mettre en place les mesures de protection et de contrôle adaptées. Ces mesures doivent être décrites dans le mode opératoire établi conformément aux règles fixées pour les activités et interventions sur des matériaux susceptibles de libérer des fibres d'amiante et transmises à la maîtrise d'œuvre et CSPS avant tout engagement des travaux.

10.1 Démarches administratives

- Une visite d'inspection commune sur site sera organisée avant démarrage des travaux. Elle permettra de présenter aux différents intervenants les travaux à réaliser, les conseils élémentaires de sécurité ainsi que les modalités d'organisation des secours et des premiers soins.
- Le titulaire et ses éventuels sous-traitants remettront leurs PPSPS au coordonnateur SPS et à la maîtrise d'œuvre sur la base du PGCSPPS et de la visite d'inspection commune.
- Les plans de circulation interne et externe, les accès au site et le phasage des opérations seront définis en concertation avec le coordonnateur SPS.

10.2 Occupations de voirie

Les éventuelles demandes d'occupation de voiries ou de domaine public, ainsi que les demandes de modification de la circulation devront être faites au plus tôt.

10.3 Raccordements de chantier

L'ensemble du chantier sera alimenté selon tous réseaux nécessaires à la bonne réalisation des prestations et en conformité avec la réglementation (eau, électricité, eaux usées...).

Cette prestation comprendra à minima (liste non exhaustive) :

- Tous frais associés à la mise en œuvre des compteurs adéquats selon les exigences des concessionnaires ainsi que les raccordements aux points mentionnés, y compris contacts et rencontres avec les services des concessionnaires aussi souvent que nécessaire,
- Mise en œuvre des moyens nécessaires pour un bon fonctionnement des installations convenues et adaptés au réseau d'alimentation existant, notamment pression et débit du réseau d'eau (mise en œuvre de cuve tampon, surpresseur...), puissance électrique disponible et localisation (poteau buse en nombre suffisants, câbles adaptés, armoires électriques, groupe électrogène...), dimension du réseau d'eau usées (tranchées, remises en état, tuyaux adéquats, cuve de type fosse septique...),... liste non exhaustive.
- Tout autre matériel nécessaire pour un fonctionnement permanent et optimal du chantier selon toute réglementation en vigueur ;
- L'ensemble des consommations associées ;
- Tous frais associés à un fonctionnement permanent y compris dépannage, modifications éventuelles de raccordement...aussi souvent que nécessaire...

Le procès-verbal de conformité électrique sera transmis au CSPS et au maître d'œuvre.

Les zones de travail devront être convenablement éclairées.

10.4 Clôtures de chantier et signalétique

Conformément à l'art. R4412-112 du code du travail, le chantier de désamiantage doit être « clos et sécurisé » en garantissant l'absence d'intrusion dans la zone à risque (pour autant il est rappelé que cet accès doit bien évidemment être laissé aux organismes de préventions.)

Pour les zones de retrait extérieures, des clôtures telles que définies ci-dessous sont mises en œuvre :

En cas de nécessité de clôturer le chantier extérieur, la clôture requise est une clôture de chantier de **type bacs acier neufs sur poteaux**, de hauteur h=2m. Cette clôture doit être dimensionnée pour résister au vent (dimensionnement à définir au travers la réalisation d'une étude de structure par BET spécialisé en prenant en compte des rafales d'au moins 130 km/h).

Aussi, elle devra être fixée sur bastinges ancrés dans plots béton tous les 3m au maximum (pas d'ancrage dans le sol) et devra comporter des jambes de forces en quantité suffisante. L'ensemble des visseries et équipements de fixation devront également être en mesure de résister à ces mêmes conditions climatiques. Le titulaire mettra en place une signalisation adaptée aux dangers potentiels liés à l'entrée et la sortie des véhicules de chantier, aux mouvements d'engins, la présence de travaux, ...

Pour les zones de retrait à l'intérieur des bâtiments, les travaux sont réalisés après condamnation des différents accès au bâtiment (par exemple fermeture des portes) et/ou barriérage adapté.

Toute la signalisation à destination des ouvriers, des visiteurs et des riverains devra être en place avant le début des opérations conformément au plan d'installation préalablement validé par le CSPS, la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre.

Les modalités de surveillance du chantier sont laissées à discrétion du titulaire.

10.5 Consignation réseaux

Le titulaire aura à sa charge la consignation des réseaux dans les zones de retrait pour les interventions en sous-section 3.

ARTICLE 11 – TRAVAUX DE RETRAIT

Le titulaire a obligation d'assurer le démontage et la dépose avec le plus grand soin des MCA afin d'interdire toute diffusion de fibres d'amiante dans l'atmosphère. Si cette obligation n'est pas respectée, le titulaire supportera la charge technique et financière qui pourrait être engendrée.

Les processus de retrait les moins émissifs devront être favorisés afin de limiter l'exposition des opérateurs aux fibres d'amiante, réduire le niveau d'empoussièrement et faciliter la gestion des déchets. Pour cela, l'imprégnation la plus complète possible des matériaux à retirer complétée par le captage des poussières à la source sera généralisée.

Le titulaire devra privilégier les procédés de travail de façon à satisfaire aux obligations réglementaires et notamment l'instruction DGT/CT2/2015 du 16/10/2015 concernant l'application du décret n°29/06/2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante selon :

- Des principes d'ordre organisationnel :
 - Minimiser la coactivité autour de la source d'émission
 - Adapter le geste professionnel afin d'éviter une surexposition
 - Renforcer la surveillance du chantier à l'extérieur de la zone par un sas man
 - Améliorer la préparation et le retrait du support amianté notamment par l'humidification préalable du support amianté
 - Minimiser l'émission de poussières lors du ramassage des déchets, de leur tri et de leur mise en sac en humidifiant le matériau au préalable

- Des principes d'ordre technique :
 - Se doter d'une captation ou aspiration à la source
 - Eloigner l'opérateur de la source par l'utilisation d'outils appropriés
 - Augmenter le taux de renouvellement d'air de la zone traitée de manière à assainir l'air de la zone plus efficacement et à réduire le niveau d'empoussièrement ambiant
 - Privilégier l'aspiration à la place du balayage
 - Mettre en oeuvre systématiquement la sédimentation en continu des fibres en suspension dans l'air par exemple par brumisation

Pour les chantiers nécessitant lors du désamiantage le recours à des engins type nacelle et/ou chariot élévateur, la protection du sol devra être rendu suffisamment épaisse pour que la circulation des engins de chantier de type nacelle et chariot élévateur ne provoque pas de percement. L'utilisation de film plastique 1000µ ou de linoléum devra être privilégiée, assurant ainsi une parfaite étanchéité du système de protection du sol.

Le jet par les fenêtres des MCA est strictement interdit.

Les outils à vitesse rapide (tronçonneuse, disqueuse...) sont interdits en dehors d'une rectifieuse ou d'une ponceuse conforme à la réglementation amiante (avec aspiration, filtres spécifiques...).

La mise en œuvre d'un processus sans moyen de protection collective est interdite.

Le titulaire devra décrire très précisément les processus mis en œuvre pour chaque MCA à retirer dans son plan de retrait/mode opératoire.

Il devra communiquer en annexe de son plan de retrait/mode opératoire les rapports finaux établis par les laboratoires COFRAC qui valident ou confirment chaque processus mis en œuvre.

Le défaut du respect du processus annoncé constaté lors d'un contrôle entraînera l'arrêt immédiat du chantier.

Lorsque le titulaire n'a pas encore le 1^{er} cycle de validation complet pour un processus à mettre en oeuvre, il devra se conformer aux valeurs et au niveau d'empoussièrement inscrits dans la base SCOLAMIANTE.

Dans le cas d'une validation de l'abaissement du niveau d'empoussièrement d'un processus en cours de chantier, le titulaire ne pourra en aucun cas effectuer cet abaissement pendant toute la durée du chantier et devra garder les Moyens de Protections Collectives inscrits initialement dans le Plan de Retrait.

ARTICLE 12– NETTOYAGE ET RESTITUTION DES LOCAUX

Conformément à l'article R4412-140 du code du travail, cette phase comprend (sans que cette liste ne soit exhaustive) :

- Le nettoyage après traitement : lorsque la totalité des travaux de retrait est réalisée et que les déchets ont été évacués, un nettoyage minutieux de la zone de retrait est effectué par aspiration et nettoyage à la lingette des surfaces susceptibles d'avoir été décontaminées. Sont concernées sans différenciation les zones intérieures ou extérieures ;
- Contrôle visuel en lumière rasante avant déconfinement pour vérifier la qualité du retrait par un opérateur de repérage indépendant, certifié « avec mention », n'ayant pas participé aux travaux de retrait et missionné par le Maître d'Ouvrage ;
- Analyses de « 1^{ère} restitution » dite libératoire;
- Pulvérisation de surfactant sur les polyanes puis dépose et conditionnement soigné ;
- Examen visuel après déconfinement pour s'assurer de l'absence de pollution sous les films ;
- Arrêt des extracteurs, démontage des installations et repli.
- Analyses de « fin de chantier amiante »

Les résultats de la concentration en fibre d'amiante/litre d'air devront être inférieurs à 5 fibres par litre d'air.

Le titulaire s'engage à effectuer tous les travaux nécessaires complémentaires de nettoyage, à ses frais, et ce autant que nécessaire jusqu'à obtention de la valeur mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 13– GESTION DES DECHETS

Le titulaire a la responsabilité de tous les produits provenant des travaux, et de ses déchets d'emballage et consommables (ou résidus de consommable).

Conformément aux articles R4412-121 à 123 du Code du Travail, les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante seront conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières pendant leur manutention, leur transport, leur entreposage et leur stockage.

Les déchets seront :

- Ramassés au fur et à mesure de leur production ;
- Conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment en ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement chargement ou déchargement de matières dangereuses ;
- Evacués après décontamination hors du chantier aussitôt que possible dès que le volume le justifie.

Les déchets sont transportés et éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Pour l'évacuation des déchets amiantés, le titulaire devra calculer le nombre de big-bag ou autre contenant nécessaires ainsi que le poids des déchets produits à partir des quantités estimées pour chaque matériau donné et de son retour d'expérience.

Les déchets de matériaux contenant de l'amiante sont classés comme marchandise dangereuse de classe 9 « matières et objets dangereux divers » par le règlement ADR et par l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de matières dangereuses par voies terrestres.

Le titulaire prendra en charge l'ensemble des évacuations vers les différents sites de retraitement adaptés à la nature des déchets.

Les véhicules devant transporter les déchets ne pourront en aucun cas stationner vides ou chargés sur la voie publique.

A l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments, les déchets seront transportés dans des containers étanches et résistants aux chocs.

Le titulaire devra mettre en place un système de groupage pour le transport des déchets amiantés vers le centre d'enfouissement afin de ne pas facturer un transport dédié pour les petits chantiers. Ce système de groupage devra permettre de continuer à identifier l'origine de chaque déchet amianté, conformément à la réglementation.

Le titulaire du présent marché fournira au fur et à mesure de l'avancement du chantier les bordereaux de suivi.

Les déchets stockés sur le chantier devront être stockés dans un emballage étanche et dans une zone inaccessible au public.

ARTICLE 14– DOCUMENTS DE TENUE DE CHANTIER

Le titulaire tient sur le chantier l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation des travaux, à la vérification des matériels utilisés, à l'utilisation et à la surveillance des équipements, par exemple en fonction des travaux :

- Le plan de retrait ou d'encapsulation des MCA (PDRE)

- Les plans, croquis, schémas concernant l'implantation du chantier, des locaux et équipements concernés par le traitement général ;
- Les repérages amiante avant travaux communiqués par le maître d'ouvrage ;
- Les notices d'utilisation des matériels : extracteurs d'air, groupe électrogène, chauffe-eau, pompe, masques, aspirateurs, installation de production d'air comprimé ;
- Les registres de vérification des installations et matériels ;
- Les procès-verbaux de consignation ;
- Les fiches de données de sécurité des produits chimiques utilisés (colles, mousses...) ;
- La liste des numéros de téléphone des personnes d'astreintes et des services de secours ;
- Le registre du personnel et des visiteurs indiquant pour chacun : le nom, la qualité, les heures d'entrée et de sortie, le type d'EPI utilisé, etc. Une copie des certificats de non-contre-indication médicale du personnel est annexée à ce registre, ainsi que les attestations de formation ;
- Le registre d'affectation et d'entretien des appareils de protection respiratoire indiquant par numéro de masque, le nom de la personne à qui il est affecté, la date du dernier contrôle, les résultats des contrôles effectués ainsi que les révisions faites (changement de visière, de bride, etc.) ;
- Le registre des filtres indiquant, par type de matériel (aspirateurs, masques, épuration de l'air respirable, groupes d'extraction, filtration d'eau) et par numéro, les dates et heures de changement de chaque type de filtre ;
- Le registre de contrôle du confinement (lorsque l'analyse de risque le prévoit) indiquant les dates et heures des contrôles de dépression avec la référence aux bandes d'enregistrement, des contrôles visuels et de fumée ainsi que la nature des réparations éventuelles effectuées sur le confinement ;
- Le registre des contrôles d'empoussièrement indiquant la nature et les dates des contrôles effectués pendant les travaux : les prélèvements d'atmosphère dans la zone de travail, dans l'installation de décontamination, à l'extérieur de la zone de travail, ainsi que les résultats et rapports correspondants et le cas échéant les bandes d'enregistrement du comptage en continu, les prélèvements d'atmosphère réalisés pour le compte de l'entreprise ;
- Le registre des déchets compose des documents d'acceptation préalable des déchets par les installations de traitement et des copies de tous les bordereaux de suivi des déchets expédiés ;
- tous les rapports de mesurage d'empoussièrement.
- Les autres registres réglementaires.

ARTICLE 15– RAPPORT DE FIN DE CHANTIER

Tous ces registres sont regroupés en un même endroit du chantier et tenus à jour par l'encadrant de chantier.

A l'issue des travaux, le titulaire doit établir un dossier de synthèse, appelé Rapport Final d'Intervention (RFI) ou Rapport Final de Travaux (RFT), destiné au propriétaire, pour lui permettre de mettre à jour le dossier technique amiante et au maître d'ouvrage, pour lui permettre de mettre à jour le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le RFI (rapport final d'intervention) comprend :

- Le PDRE (plan de retrait ou d'encapsulage) et les avenants,
- Le journal et registre de chantier,
- Le recueil des PV et analyses, consignations, etc.
- Les CAP des déchets,
- Les BSDA et BSDI des différents déchets,
- Les certificats d'élimination des déchets,
- Le PV de réception et les levées de réserves,
- Un plan de localisation faisant apparaître les MCA (matériaux contenant de l'amiante) retirés, encapsulés ou non retirés.
- Mesures d'empoussièrement :
 - Stratégie d'échantillonnage
 - Rapports d'essais
 - Rapports finaux

Ce dossier sera remis en 3 exemplaires au MOE (maître d'ouvrage) à la fin des travaux plus 1 CD contenant le dossier (1 fichier PDF unique).

Le MOE contrôlera ces documents et se réserve le droit d'exiger toutes les corrections et modifications qu'il jugera nécessaire avant de déclarer la réception des travaux.

Les documents du rapport de fin de travaux seront intégrés dans les documents de traçabilité du bâtiment ayant fait l'objet de travaux tels que le DIUO, le DTA...

Le rapport de fin de travaux est remis au MOA au plus tard 1 mois après la fin des travaux.

ARTICLE 16 – PERSONNEL D'INTERVENTION

Les salariés intervenant sur les chantiers devront être majeurs, formés et porteur s'une attestation de formation sous-section 3 valide au moment du chantier.

Le nombre de salarié présent sur le chantier doit être conforme au nombre annoncé dans le plan de retrait / mode opératoire. En cas de rajout/suppression de salariés, le titulaire devra informer le maître d'ouvrage.

L'encadrant des salariés devra être identique tout au long du chantier (sauf congés, arrêt maladie, départ de l'entreprise).

Les salariés devront être formés, informés et protégés selon toutes réglementations en vigueur et plus particulièrement conformément aux articles R4412-100 à 102, 116 à 120, 141 du code du travail, régissant les risques d'exposition à l'amiante.

Il est rappelé que pour les activités de retrait ou de démolition exposant aux fibres d'amiante, il ne peut être fait appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire ou aux salariés de moins de 18 ans (articles D4154-1 et D4153-18 du code du travail).

ARTICLE 17 – RECEPTION DES TRAVAUX

Cette réception prévoit notamment :

- de fixer une date d'achèvement des travaux qui sera le point de départ de toutes les garanties, notamment la garantie du parfait achèvement,
- l'établissement d'un PV de réception, notamment quand il y a des réserves à lever après réception.

Un délai de 5 jours ouvrés est donné au titulaire pour lever les réserves.

La personne chargée du suivi des travaux pour le compte du service prescripteur du bon de commande procède en présence du titulaire ou de son représentant, aux opérations préalables à la réception des travaux décrits dans le devis, accepté par l'établissement du bon de commande.

Les opérations de réceptions sont formalisées. Le modèle EXE4 « Procès-verbal des opérations préalables à la réception » est utilisé.

Ces opérations comportent :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés
- la constatation éventuelle de l'inexécution de prestations prévues au marché
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Lorsque les travaux sont conformes (travaux achevés, absence d'imperfection ou de malfaçon...) leur réception est prononcée sans réserve.

Lorsque les travaux ne sont pas conformes, un procès-verbal avec réserves est dressé. Celui-ci mentionne les imperfections, malfaçons ou les travaux inexécutés.

Ce procès-verbal est signé par les deux parties et fixe la date d'achèvement des travaux pour les ouvrages conformes, qui est le point de départ du délai de garantie de parfait achèvement. Si l'entrepreneur refuse de le signer, mention en est faite.

Il est ensuite procédé tel que stipulé au (réception avec réserves ou réfaction, utiliser les formulaires EXE disponibles sur le site <http://www.economie.gouv.fr/>).

Lorsque la réception des travaux est assortie de réserves à charge pour le titulaire d'exécuter les travaux non réalisés ou de remédier aux imperfections et malfaçons dans le délai qui lui est imparti ;

- Soit, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, le service prescripteur renonce à ordonner la réfection des ouvrages et propose à l'entrepreneur une réfaction sur le prix,

- Soit l'entrepreneur exécute les travaux de reprise des réserves de manière satisfaisante et un nouveau procès-verbal est établi pour valider la levée des réserves avec une date d'achèvement qui sera le point de départ du délai de garantie de parfait achèvement pour les ouvrages qui ont été repris.

À l'issue, si l'entrepreneur accepte la réfaction, la réception est prononcée sans réserve.

ARTICLE 18 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Suivant les prescriptions du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage et les possibilités techniques, le titulaire devra séparer les MCA des matériaux ne contenant pas d'amiante afin de limiter le transport vers le continent et l'enfouissement de déchets ne contenant pas par nature d'amiante. Par exemple, mastic vitrier sur menuiserie aluminium.